


Rubrique :	Pge : 15	
Horizons Débats	1/1	

# Au cœur du déclin de la science : les syndicats de chercheurs fonctionnaires

par Olivier Postel-Vinay

**J**USQU'OU ira le déclin ? » se demandait récemment François Jacob dans les colonnes du *Monde*. « Il faut sauver notre recherche scientifique », proclamait sur la même page Henri Audier, l'une des têtes du principal syndicat de chercheurs fonctionnaires. Mais les apparences sont trompeuses. Les deux hommes ne parlent pas la même langue.

François Jacob s'inquiète à juste titre du désintérêt persistant de la classe politique française à l'égard du déclin de notre potentiel scientifique. Droite et gauche confondues. Pour M. Audier, au contraire, seule la droite serait à mettre sur le banc des accusés. Il semblerait même qu'elle se soit trouvée une doctrine légitimant une politique de l'échec conduisant à un « suicide national ».

Ainsi, notre ministre justifierait-elle la baisse des crédits inscrits au budget 2003 en reprenant « l'argumentaire d'un pamphlet récent » – dont je suis l'auteur – selon lequel la recherche française serait « celle qui coûte le plus cher au monde, et ce pour des résultats "minables" ».

C'est prêter un bien grand crédit à ce « pamphlet » et pratiquer allègrement l'amalgame. Personne n'a employé le mot « minable », et je suis le premier à déplorer le peu d'intérêt accordé par le gouvernement actuel à la situation catastrophique de la recherche française.

Car voilà bien l'essentiel. Contrairement à ce qu'affirme M. Audier, qui défend ses troupes mais veut aussi perpétuer le système qui l'a fait roi, la science françai-

se est très malade, depuis longtemps, et le mal croît. C'est le point de vue de la plupart des observateurs de bonne foi.

La Commission européenne, l'OCDE, la National Science Foundation américaine et jusqu'à notre Observatoire des sciences et des techniques (OST) ne cessent, depuis des années, de publier des indicateurs alarmants sur nos performances en matière de science et d'innovation.

Concernant la recherche scientifique *stricto sensu*, les indicateurs pertinents sont ceux évaluant l'impact des publications. Or nous sommes en queue du peloton européen pour ces indicateurs, devançant seulement l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

« L'indicateur d'impact moyen des publications scientifiques françaises pose question, car il a subi une dégradation significative sur une longue période, à l'inverse de ce qui s'est passé par exemple en Allemagne ». Ce n'est pas moi qui le dis, mais Rémi Barré, voici déjà un an, alors qu'il dirigeait encore l'OST.

Concernant l'innovation, qui intègre les dépôts de brevets mais aussi d'autres indicateurs, la Commission a placé la France en avant-dernière position des pays européens : nous ne devançons que le Portugal !

Deux ouvrages viennent de paraître. Dans le premier, *Quel avenir pour la recherche ?*, une cinquantaine d'auteurs – dont François Jacob – affichent le désarroi de la communauté scientifique devant l'acuité d'un problème qui trouve ses racines au cœur de notre histoire et de nos traditions.

Le second propose des solutions. Dans *L'Université maltraitée*,

deux hommes de gauche, Jean-Hervé Lorenzi et Jean-Jacques Payan, campent un portrait impitoyable de l'université française et font de sa réforme le nerf de la guerre.

Ancien conseiller économique de Lionel Jospin, Lorenzi est professeur d'économie à Dauphine. Mathématicien, normalien, Payan a été président de l'université de Grenoble, directeur général du CNRS, directeur général des enseignements supérieurs sous les gouvernements Mauroy puis Fabius, avant d'être directeur de la recherche chez Renault.

Les deux auteurs, qui connaissent leur sujet, proposent bel et bien de jeter le système aux orties. Ils préconisent des réformes de grande ampleur, dont le principal objectif serait de suivre l'exemple des pays qui sont en tête des indicateurs : faire de l'université le poumon de la recherche française.

Cela suppose de mettre les universités en concurrence, en leur donnant une autonomie réelle, leur permettant de sélectionner leurs étudiants et leurs enseignants-chercheurs. Avec quelques mesures phares à la clé : supprimer les diplômes nationaux, mettre en extinction les corps de chercheurs fonctionnaires et réformer profondément le CNRS, en lui ôtant son statut de plus gros organisme de recherche du monde pour en faire une agence de moyens.

Faut-il que le système soit empêtré pour que des personnalités proches du Parti socialiste en viennent à se ranger à des idées attribuées à la droite ! Mais attribuées par qui ? En quoi les systèmes suisse, belge, néerlandais, britannique ou canadien, qui appliquent ces dispositions depuis longtemps, sont-ils plus de droite que de gauche ?

En France, on ne trouve guère plus que les profiteurs du système et les syndicats de fonctionnaires pour condamner une telle approche. Non que la principale responsabilité du déclin de notre système de recherche soit imputable aux syndicats. Elle revient aux gouvernements successifs, de droite et de gauche, qui, depuis l'époque de Valéry Giscard d'Estaing, leur ont peu à peu cédé le pouvoir. Si tous les chercheurs sont recrutés à vie, bloquant toute possibilité de politique budgétaire, c'est que le gouvernement Mauroy a accepté qu'il en soit ainsi, et qu'aucun autre gouvernement n'a eu le courage d'en finir avec cette absurdité.

**OLIVIER POSTEL-VINAY** est journaliste, ancien directeur de la rédaction de « La Recherche ».

Comme l'expose avec vigueur et précision l'ouvrage de Lorenzi et Payan, ce sont les syndicats qui, aujourd'hui, tirent les ficelles. Si M. Audier est membre du conseil d'administration du CNRS, c'est en tant que syndicaliste. Claude Allègre est tombé en raison de ses propres maladroites ; mais celles-ci sont nées de son exaspération devant ces syndicats, et pas seulement ceux du secondaire : ils ont fini par avoir sa peau !

On le voit sur les retraites, on le voit sur l'enseignement, on le voit maintenant (mais un peu tard) sur la recherche : des syndicats de fonctionnaires sont malheureusement devenus, en France, une force réactionnaire.